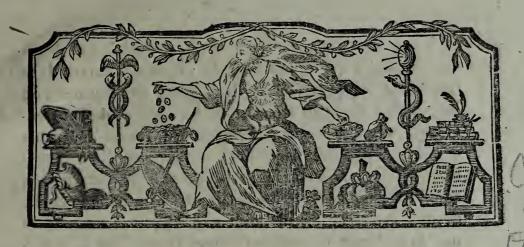
M8 11626



## LOI

Suppli

CONCERNANT les droits sur les Boissons, Bois à brûler, Charbons, et autres Marchandises.

Donnée à Paris, le 8 Mai 1791.

CUIS, par la grace de Dieu, et par la Loi constitutionnelle de l'Etat, Roi des Français: A tous présens et à venir; Salut. L'Assemblée Nationale a décrété, et Nous voulons et ordonnons ce qui suit:

DÉCRET DE l'ASSEMBLÉE NATIONALE, du 30 Avril 1791.

L'Assemblée Nationale décrete ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les marchands de boissons, bois à brûler, bois carrés

LIBRARY.

marchandises qui jouissoient du crédit des droits d'entrée, en demeurant sous la surveillance des Fermiers ou Régisseurs jusqu'au moment de la vente et de l'enlévement des halles et ports d'entrepôts, seront affranchis des droits d'entrée des villes, sur les quantités invendues à l'époque du premier Mai, et leurs soumissions annullées, pourvu que les délais prescrits pour le crédit desdits droits ne soient point expirés, sans néanmoins que la présente disposition puisse donner lieu à la restitution des droits acquittés, soit aux entrées, soit aux bureaux établis sur les routes, ni empêcher le recouvrement des droits dus et exigibles à l'époque du premier Mai.

## 1 1. c

Les propriétaires desdites marchandises auront la faculté d'en disposer à leur gré, à la charge néchmoins d'acquitter préalablement les droits dus sur les parties dont les termes de crédit seront expirés avant l'époque du premier Mai.

## III.

Les soumissions faites par les brasseurs, depuis l'époque du premier Avril dernier, séront pareillement annullées, à la charge par eux d'acquitter les droits acquis par leurs soumissions antérieures au premier Avril.

MANDONS et ordonnons aux Tribunaux, Corps administratifs et Municipalités, que les Présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier et afficher dans leurs Ressorts et Départemens respectifs, et exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi Nous avons signé et fait contresigner cesdites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'Etat. A Paris, le huitieme jour du mois de Mai, l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-onze, et de notre regne le dix-septieme.

Signé, LOUIS. Et plus bas, M. L. F. DU PORT. Et scellées du Sceau de l'Etat.

Nous ADMINISTRATEURS, composant le Directoire du Département de la Seine inférieure, oui le Procureur-général-syndic, Avons ordonné que la transcaiption de la présente Loi à Nous adressée le vingttrois de conois, par M. Delessart, Ministre des finances et de l'itérieur, sera faite sur le Registre à ce destiné , qu'elle sera réimprimée, publiée, affichée et déposée dans nos Archives. Ordonné en outre que Copies d'icelle, collationnées par le Secrétaire général du Département, seront envoyées aux Directoires des Districts, et aux Municipalités dudit Département, pour, par lesdits Directoires des Districts, la faire pareillement transcrire sur leurs Registres, publier et afficher, et la déposer dans leurs Archives, et par les dites Municipalités, dresser Procès verbal sur leur Registre, de la réception de ladite Loi, la faire publier et afficher, et se conformer au surplus à l'Article XI de la Loi du cinq Novembre mil sept cent quatre-vingt-dix, sur le mode de la Promulgation des Loix.

A Rouen, en Directoire, le vingt-cinq Mai mil sept cent quatre-vingt-onze. Signés, C. HERBOUVILLE, LE VAVASSEUR l'ainé, GUEUDRY, LUCAS, FOUQUET, C. RONDEAUX, DE CORMEILLE, LEVIEUX, THIEULLEN, MASSÉ, NIEL, Secrétaire général.

Collationné. Signé, NIEL, Secrétaire général.

Certifié conforme, par Nous Secrétaire du District.

shall a superior of a superior of the so poster

Bery be R. J. M. Markey C. M. M. W. J.

DECEMBER OF STREET

- market in the first of the state of the

ment of notice is a first of the state of the same

A Rouen, De l'Imprimerie de J. J. LE BOULLENGER, Imprimeur du Département de la Seine inférieure, rue du Grand-Maulévrier, 1791.